

LE MARXISTE LENINISTE

JOURNAL DU GROUPE POUR LA FONDATION DE
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE ml.

LE PARTI EST MORT, VIVE LE PARTI !

Le PCF n'est plus révolutionnaire : voilà ce que nous avons tous compris en mai. Mais, nous sommes révolutionnaires, et pas seulement nous : le temps, le moment sont à la révolution. Pourquoi ? Parce que ouvriers, paysans, étudiants, bougent, pas pareils, pas dans le même sens, mais bougent ; parce que la bourgeoisie tremble, pas pareil, pas comme autrefois, mais tremble ses enfants l'abandonnent, ceux qui ne sont pas ses enfants lui crachent dessus ; on ne croit plus à sa morale, à ses ordres, à ses idées ; parce que, dans le monde, il y a des révolutions ; des guerres pour la liberté, des révolutions contre la défaite de la Révolution.

Le temps est révolutionnaire parce que de nouveau, on voit bien clairement qui est l'ennemi : la bourgeoisie, mais aussi les faux révolutionnaires, le Parti Communiste Français, et les révolutions récupérées comme en U.R.S.S. Le temps est révolutionnaire quand de nouveau on sait contre quoi, contre qui se battre.

Alors, ce qu'il faut faire, ce qui s'impose comme tâche aux révolutionnaires, c'est de faire le Parti, c'est de faire le Parti pour faire la Révolution. Pour que ce ne soit pas seulement le temps qui soit à l'orage, à la révolution, mais nous. Le Parti, c'est quand c'est nous qui devenons vraiment révolutionnaires et plus seulement le temps.

Pourquoi le Parti ? Parce que le Parti véritablement communiste, c'est

l'outil des ouvriers, du prolétariat parce que, c'est là qu'il exprime en tant que classe de lutte, que classe d'histoire, ce qu'il a découvert de plus neuf et de plus fort. Parce que c'est avec l'outil du Parti qu'il dirige, qu'il organise, qu'il s'organise et rassemble autour de lui ce qui peut être rassemblé.

Parce que pour que la révolution soit la révolution, il faut que ce soit la révolution du prolétariat.

Pourquoi ? Parce que seul le prolétariat quand il fait son parti peut transformer les révoltes en révolution. Les révoltes, il y en a beaucoup, celle des ouvriers, des paysans, celles des jeunes. Les révoltes c'est ce qui prouve que le temps est à la révolution. Pour que la révolte devienne la révolution, pour que la révolution devienne la révolution des ouvriers, le parti est nécessaire. Parce que le Parti, c'est tout simplement la direction des ouvriers organisés, c'est le seul moyen pour que la révolte ne soit pas quelconque, mais aboutisse à un état de choc prolétarien. Mais c'est le seul moyen aussi pour que les différentes révoltes ne s'enlisent pas dans les

sables, mais progressent vraiment. Car sans Parti les révoltes perdent le point de vue prolétarien, perdent leur force de choc. Seul le parti authentiquement communiste est capable de recueillir les idées et les pratiques les plus nouvelles, les plus vivantes, celles qui font véritablement progresser le mouvement, qui l'empêchent de se regarder dans un miroir, mais lui désigne l'ennemi tel qu'il est, hi-deux, la bourgeoisie, l'Etat bourgeois et les faux communistes.

Mais est-ce suffisant de dire simplement : le parti est nécessaire, sans parti pas de révolution. A la rigueur, ce sont juste des idées, des espoirs, des obligations.

Bien sûr des idées ! Et c'est une bonne chose parce que les idées font la volonté : savoir que le vrai parti est nécessaire, c'est déjà une différence, un point d'ancrage, c'est savoir que les ouvriers doivent diriger, que la classe ouvrière est seule capable de changer le monde, qu'elle est la seule classe à opposer à la bourgeoisie, c'est se regrouper autour d'un accord, c'est être d'accord sur l'esprit de classe, sur l'esprit de lutte de classes.

Mais est-ce que c'est réel, est-ce ça vit dans les luttes, est-ce que ce n'est pas simplement un espoir, une idée au sens où les idées sont des rêves ?

Quelle est la réalité aujourd'hui ? Nous militants de l'UCF nous disons : il faut faire le parti ; mais nous disons : les gens se préoccupent de cette question, c'est, même, ce qui forme l'ambition des plus décidés d'entre eux. Plus encore, c'est la question qui est au fond de chaque situation de classe, de chaque situation de lutte. Faire le parti, c'est une réalité qui vit dès maintenant dans toutes les situations de classe, de lutte des usines et des quartiers.

Car c'est autour de cette question que la victoire d'une lutte se décide, c'est sur cette question qu'on peut voir que depuis mai, non seulement ça bouge, mais que cela progresse.

La question du Parti n'est pas seulement une idée, la preuve ; nous savons au moins une chose, c'est que le Parti qu'il faut faire, c'est un parti de type nouveau. Et cela, nous l'avons appris dans une lutte, dans la grande lutte de Mai. En mai, nous avons vu le

PCF trahir, casser les luttes. En mai, nous avons compris ce qu'était le révisionnisme : des gens qui parlent au nom des ouvriers pour trahir les ouvriers. Le parti tel que les révisionnistes l'ont fait, nous n'en voulons plus. Est-ce que ce refus nous laissait les mains vides ? Non. Cela apprenait à tous, faisait vivre pour tous, que le parti qu'il faut construire il faut l'édifier non seulement contre la bourgeoisie, mais contre le révisionnisme que le révisionnisme n'était pas seulement ce qui trahissait les luttes mais autre chose aussi, une idée du socialisme dont nous ne voulons pas.

Alors tant mieux ! le révisionnisme, ça nous a forcé à poser, à faire vivre ; non seulement la question de la révolution, mais celle de quel socialisme on voulait. Cela nous a forcé à comprendre que les révisionnistes, ce n'était pas seulement des traîtres à un moment donné, mais une trahison générale, non seulement de la lutte, mais de la société des ouvriers. A partir de là, le parti qu'on veut faire on ne peut pas vouloir le construire comme avant : il faut qu'il porte en lui, dès le début, quelque chose qui lui permette de l'em pêcher de dégénérer, de redevenir à son tour l'opresseur du peuple.

Et cela, non plus, ce n'est pas un rêve, cela a été possible, cela a existé, cela a été pratiqué par des ouvriers, des paysans et des révolutionnaires quelque part dans le monde, en Chine pendant la révolution culturelle. La Révolution Culturelle, c'est une révolution populaire et prolétarienne dans une société où le prolétariat a pris le pouvoir. C'est une révolution pour empêcher la dégénérescence de la révolution, pour continuer à faire la révolution sous régime socialiste.

On peut dire : vous voyez, cela ne sert à rien de faire la révolution, il faut recommencer. Mais on peut dire aussi et nous disons, les communistes maoïstes disent : "Vous voyez, on peut triompher du révisionnisme, on peut l'abattre", la victoire du prolétariat chinois, c'est une grande victoire contre le révisionnisme, mais c'est aussi ce qui indique aux autres peuples du monde, que les ennemis de notre époque sont, en plus de la bourgeoisie, les faux communistes. Que l'ennemi de notre époque c'est toujours la bourgeoisie, mais c'est aussi le révisionnisme, le révisionnisme qui tout en faisant semblant d'être prolétarien est contre le prolétariat parce qu'il l'empêche de se diriger lui-même. La grande révolution culturelle prolétarienne nous apprend, même de loin, quelque chose d'essentiel : l'ennemi de la révolution c'est le révisionnisme, c'est lui qui a fait perdre la confiance que les gens avaient dans la révolution, c'est lui qui a ligoté l'URSS, c'est lui qui ici, a été notre ennemi en mai par la suite. Se battre maintenant, c'est se battre sur deux fronts contre la bourgeoisie et contre le révisionnisme.

Mais cela nous apprend aussi que le Parti qu'il faut faire, il faut le faire tel qu'il possède en lui la capacité de se battre contre ce qui peut lui permettre de dégénérer ; il faut qu'il soit fait par les masses, dans les masses. La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne en Chine nous dit que le Parti doit être de type nouveau

Voilà pourquoi apparaissent les maoïstes, voilà pourquoi les militants de l'UCF s'appuient sur l'expérience chinoise : pour que cette idée se transforme en force historique, pour faire un parti dont la préoccupation essentielle est de lutter contre le révisionnisme maintenant et après, il faut les communistes organisés. Après, direz-vous, mais c'est encore un rêve. Non. Après, c'est déjà maintenant, c'est dès à présent. Faire un parti qui comprenne cela dès à présent, c'est de ce la dont il s'agit. Mais cela direz-vous encore, ce sont des idées. Non, voyons cela vit. Depuis mai, cela vit dans la réalité car Mai 68, qu'est-ce que c'é-

tait : un grand mouvement de masse chez les étudiants et les ouvriers ? un grand mouvement que le Parti Communiste a brisé par les élections ? Etait-ce seulement un mouvement où parce qu'il n'y avait pas de parti révolutionnaire, les choses sont restées telles qu'elles étaient. Non ! Mai 68, c'est le moment où faire le parti en France, est devenu une question vivante, pas seulement parce qu'il était absent, mais parce que nous tous, nous avons pris conscience qu'il y avait des faux et des vrais révolutionnaires, un vrai héritage des révolutions qu'ont fait les peuples et qui s'appelle le marxisme-léninisme. Mai 68 cela a été le premier contact entre le vrai marxisme-léninisme, le marxisme-léninisme augmenté par des acquis de la révolution culturelle, et les masses. C'est le moment où est apparue la nécessité de faire un nouveau parti. C'est de la façon dont le marxisme-léninisme et le mouvement de masse se sont enrichis l'un de l'autre en mai. Depuis mai et pour toujours, on sait qu'il y a des vrais révolutionnaires et les faux. Et cela vit dans la façon dont les gens s'organisent.

Après mai, c'est l'époque des Comités d'action, des Comités de lutte d'usines. Ce sont ceux qui osent s'organiser contre le révisionnisme et en dehors des syndicats, mais il y a aussi ceux qui disent qu'il faut entrer dans le syndicat, le réformer de l'intérieur il y a deux voies, deux positions, deux propositions. Soutenir la voie qui dit : il faut s'organiser en dehors du syndicat, soutenir l'ingestion des gens sur la démocratie à partir de laquelle fonctionne les comités d'action ; soutenir en définitive la voie de gauche et tenter de l'organiser, c'est commencer à construire le parti, à partir de la manière dont il existe dans la vie le parti ce n'est pas une idée, c'est la manière dont les gens réagissent et s'organisent à un moment donné pour avancer sur la façon de détruire leur ennemi.

La preuve, eh bien c'est que ce travail porte ses fruits, c'est que les choses n'en restent pas là, savoir comment et pourquoi elle n'en restent pas là, c'est aussi une tâche qui représente la façon dont la question du

parti existe réellement dans la réalité. Car de la première période après mai, période des comités d'action, une autre est issue, qui fait avancer, connaître, critiquer la phase antérieure, qui montre le nouveau. Pouvoir comprendre que les choses progressent, pouvoir agir et rendre réelle la nouveauté qui est apparue, voir non seulement que les choses progressent, mais comment, voir dans l'ensemble ce qui manque et ce qu'il faut faire, voir ce qui a déjà été acquis, c'est cela la question du parti.

De cette première période, qu'est-ce qui est acquis ? Quand les gens se regroupent dans les comités d'action, quand ils discutent ensemble, quand en semble ils prennent des décisions, ils pratiquent la démocratie. Contre les syndicats qui trompent et qui mentent, ils pratiquent la démocratie. Cela, c'est quelque chose qui a été gagné et qui ne doit plus être abandonné. Qu'est-ce que cela a à voir avec le Parti ? Beaucoup, la démocratie pratiquée par les groupes autonomes, c'est une idée qu'il ne faut plus lâcher : c'est ce que les maoïstes appellent "la ligne de masse" : c'est-à-dire que sur leurs luttes et sur leur organisation, ce sont les gens qui forment leur point de vue, qui l'expriment et qui l'inventent. Sans démocratie, pas de conscience de classe. Ils ne progressent pas, ils ne savent pas ce qu'ils font.

Mais les comités de base sont éphémères, ils sont locaux et souvent ils sont impuissants, ils n'arrivent pas à triompher des syndicats quand il s'agit de négocier.

Quand les gens s'expriment et décident de leur organisation, nous disons c'est déjà le parti de type nouveau qui pratique la lutte et la démocratie, mais ce n'est pas suffisant. Il y a d'autres problèmes. Problème de l'extension dirigée de la lutte à d'autres luttes, à d'autres lieux que l'usine, problème de la direction de la lutte jusqu'au bout, jusqu'aux négociations.

Alors, et c'est la période qui s'ouvre avec le Joint Français, on cherche

à étendre la force révolutionnaire, on cherche à rallier la population à la lutte de l'usine, on cherche le soutien. A partir du Joint Français un progrès est fait et s'ouvre un nouveau débat.

Etendre la lutte, créer le soutien qu'est-ce que cela veut dire ? ça veut dire amener le quartier, le peuple du quartier à soutenir la lutte de l'usine. Ça n'est un point de vue, faire de la propagande, diffuser des tracts pour que ça vive, c'est encore un point de vue. Ce sur quoi le mouvement de masse prolétarien avance, c'est alors sur la question du ralliement des gens qui ont leurs problèmes dans les quartiers à l'idée de la lutte. Mais là aussi, il y a deux voies.

La question c'est à quoi rallier les gens ? Juste à l'idée du soutien disent les syndicats de gauche, pour qu'on soit plus nombreux, pour que tout le monde fasse la même chose ailleurs, à la direction prolétarienne du camp du peuple disent les ouvriers révolutionnaires parce que ce qu'il faut gagner c'est bien sûr d'être nombreux, mais sous direction prolétarienne, pas n'importe comment.

Car la question du Parti c'est la concentration de nouvelles questions, de nouvelles pratiques, de nouvelles formes d'organisation là où il y a lutte entre deux voies, là où il y a deux positions, une qui affaiblit l'idée nouvelle, la rend inefficace, l'autre qui en fait une arme de lutte et d'organisation.

Enfin, la troisième étape après mai est ouverte par le 12 presses Renault. On en parle dans un article : là les ouvriers ont avancé sur deux choses, la direction de la démocratie de masse dans l'atelier, seul moyen pour imposer leur pouvoir sur les négociations et une revendication "A travail égal, Salaire égal".

Est-ce que c'est une revendication comme d'habitude ? Non. C'est une revendication qui s'oppose pas seulement les ouvriers au patron. comme ce

lui qui doit accorder ce qu'on lui demande, mais qui implique la suppression de ce qui fait la force des patrons : la division entre les ouvriers. C'est une revendication qui rassemble non seulement les gens sur quelque chose à gagner parce qu'on en a besoin mais qui impose un point de vue de classe, la conscience de lutte de classes.

Les ouvriers ont avancé sur le genre de revendications. Ils ont fait une revendication qui non seulement rassemble pour la lutte, mais qui donne un point de vue de classe, qui peut faire partie d'un véritable programme. Au 12, ils ont dépassé la simple démocratie, comme réponse à la dictature syndicale. Ils ont dirigé cette démocratie, ils ont dirigé la lutte jusqu'à la victoire.

Voilà ce qu'on peut dire quand on dit que la question du parti est vivante, qu'elle existe déjà, que ce n'est pas une idée. La question du parti, c'est la façon dont les ouvriers révolutionnaires avancent, progressent et passent d'une étape à une autre, sur les questions qui forgent la révolution en France ici et maintenant. Et avancent pas n'importe comment, mais à travers un débat en leur sein sur deux façons de voir. Donc dans l'ensemble de la France, des questions : par exemple, celles du soutien, de la démocratie de lutte, se divisent en d'autres questions, celles du camp du peuple, de la direction ouvrière, des organisations, de groupes ouvriers dirigeants, du programme. La question du parti c'est la façon dont deviennent réelles, concrètes, matérielles, à chaque étape, les positions les plus avancées, la façon dont elles se transforment en s'opposant à d'autres, en créant de nouvelles manières de s'organiser.

Le temps que nous vivons est révolutionnaire parce que dans le temps que nous vivons vit la question du parti de type nouveau.

RENAULT BILLANCOURT :

sans une direction révolutionnaire , pas démocratie, pas de victoire possible !

I. Mai 68, Mai 71, Avril 73, trois fois en cinq ans, Renault Billancourt s'est arrêté.

mai 68

Occupation. Les étudiants partis de la Sorbonne pour se lier aux ouvriers, trouvent les portes fermées par la CGT "pour protéger l'outil de travail". C'est à Billancourt que sont refusés les premiers accords de Grenelle, présentés par Séguéy. La reprise se fait dans l'amertume et beaucoup de cartes CGT sont déchirées.

mai 71

La grève d'un atelier d'O.S. au Mans paralyse peu à peu toute la Régie.. A Billancourt, le patron décide le lock-out. Quelques centaines d'ouvriers combattifs imposent à la CGT un vote sur l'occupation pour riposter. L'occupation est votée, mais elle ne sera pas massive. Mais au Bas-Meudon, dans le réfectoire, une centaine d'ouvriers révolutionnaires se rassemblent en permanence. C'est un lieu de discussion politique très vivant : on y parle de tous les problèmes de la grève, mais aussi du Mans, du racisme, de la Palestine, de la Chine, de la Révolution cela suffit pour que le PC et la CGT tentent plusieurs commandos pour les réduire au silence sur le thème "Le Bas-Meudon ne sera pas la Sorbonne". Echec pour eux, et du Bas-Meudon partiront toutes les initiatives pour renforcer l'occupation, contre les jaunes et la maîtrise. Initiatives sans succès décisif parce que la masse des ouvriers était chez eux. On reprendra avec seulement 54% du lock-out payé.

Le 26 février 72 Tramoni, flic de la régie abat froidement à la porte Zola Pierre Overney, jeune ouvrier militant maoïste. Dans l'usine, stupéfaction et révolte. La CGT hurle à la provocation, à la complicité des gauchistes-fascistes et de la direction, elle quadrille l'usine, affirme que tout mouvement nous ferait tomber dans un piège savamment monté. Les ouvriers sont révoltés par le meurtre, leur sympathie de classe va évidemment à leur camarade assassiné. Mais ils ne voient pas quoi faire. L'agitation gauchiste aux portes que faisait la C.B.D. (dont Pierrot était) était largement critiquée, mais surtout le niveau d'organisation ne permettait pas d'envisager une riposte dans l'usine même. Mais à Paris, 200 000 personnes et parmi eux de nombreux ouvriers de Renault crieront à l'enterrement de Pierrot "Dreyfus assassin", "Marchais, menteur, complice des tueurs".

avril 73

Le 21, 400 O.S. tous immigrés des ateliers du 12 presses; qui travaillent à l'emboutissage des carrosseries se mettent en grève illimitée et occupent leur atelier. Cette grève a été longuement préparée : depuis plus de 2 mois, des discussions ont lieu dans l'atelier, elles sont animées par des ouvriers révolutionnaires et les délégués CGT et CFDT y participent. La question : comment surmonter les divisions qui nous empêchent de lutter ? La revendication qui se dégage de ces discussions c'est "P1 F pour tous", c'est-à-dire à "Travail égal, salaire égal", et garantie du salaire en cas de mutation. La grève dure 21 jours et pendant toute cette grève, les grévistes vont se battre sur deux fronts : contre le patron et pour obliger la CGT à les suivre.

Contre le patron : au bout de 2 jours, il accorde classe 9 pour tous, ce qui est pas mal du point de vue fric, mais ce n'est pas "A travail égal, salaire égal". Puis après avoir proposé une nouvelle prime de risque supplémentaire, il rompt les négociations et il lock-oute le reste de l'usine pour essayer d'isoler les grévistes. Plusieurs fois, il envoie sa milice (ses flics civils) et la maîtrise pour provoquer les grévistes et tenter de refaire tourner l'atelier.

Contre la CGT : Quand le patron propose la classe 9, la CGT dit que c'est très bien et conseille de reprendre. Les grévistes répondent non et désignent 3 des leurs pour assister aux négociations. Quand le patron propose en plus une prime qui amène le salaire au niveau de P1 F, la CGT crie à la victoire, rassemble en vitesse une équipe sur les trois, lui fait voter sans discussion la reprise et publie dès le lendemain matin dans l'Humanité (les deux autres équipes ne se sont pas prononcées encore) "Reprise victorieuse à Billancourt". Mais pendant la nuit, les ouvriers révolutionnaires et quelques délégués CFDT ont rassemblé les ouvriers, ils discutent inlassablement les résultats, les analysent : au point de vue argent, c'est l'équivalent au P1 F, mais ces primes ne sont pas garanties : le patron peut nous user cinq ans aux presses, puis nous déclasser. Il faut discuter de ça avec tous. Le matin, une AG est convoquée. Tous les délégués sont priés de sortir Discussions, l'unité se refait, la revendication confirmée. On convoque ensuite les délégués, on les engueule et on les somme de ne plus marchander et de se plier à la volonté des grévistes c'est le P1 F garanti pour tous qu'on veut, pas autre chose.

Le 8 avril, c'est la victoire ! pour la première fois depuis longtemps, une victoire complète, du moins au niveau de l'atelier.

Car dans le reste de l'usine, c'est autre chose. 9 jours après le début de la grève des presses, c'est le lock-out. On ne voit pas comment riposter, alors l'opinion générale, c'est : laissons les presses gagner, on verra après pour le paiement du lock-out. A part quelques dizaines d'ouvriers révolutionnaires qui viennent tous les jours discuter avec les grévistes, les autres restent chez eux.

Pourtant, vers la fin de la grève du 12, une question importante va se poser. Les grévistes du 12 doivent-ils reprendre dès que leur revendication de départ est satisfaite? ou bien doivent-ils, puisque la direction a lock-outé toute l'usine, continuer et exiger avec les autres le paiement à 100% du Lock-out? Une petite minorité se pose la question : pour elle, reprendre au 12 sans que les jours soient payés, c'est accepter la division que le patron a voulu faire ; ça va nous retomber à tous lourdement sur les pieds. Soyons réalistes, il n'est pas sûr que le 12 aurait pu poursuivre la grève, mais l'important, c'est que cette question n'ait pas pu être posée et discutée.

Alors le 12 reprend après sa victoire. Tout le monde rentre et apprend que la direction prétend nous payer à 30% ! C'est la révoite. On

n'avait jamais vu ça ! Tout le monde s'arrête, énormes défilés dans l'usine, on est tous partis dans l'enthousiasme en grève illimitée pour la paye à 100%. On est très offensif, la plupart disent "ceux des presses on gagné à 400, nous à 7000, on va les avoir en 2 ou 3 jours !

Seulement voilà, la direction, forcée de capituler au 12, voulait faire payer très cher aux autres sa défaite. Elle a bien vu que, malgré le nombre et la détermination, cette grève était très différente : pas de préparation, de réflexion sur la revendication et la meilleure forme de lutte. C'est un mouvement massif et spontané, sans direction révolutionnaire. Alors, le patron attend, il sait bien que sauf si les révolutionnaires arrivent à prendre en cours de route la direction (et ça ne se fera pas car ils n'ont pas le niveau d'organisation qu'il faut pour ça) il sait bien qu'il suffit d'attendre, de laisser faire la CGT et se retrouver avec elle pour négocier tranquillement au sommet sur la grille unique.

Et c'est ce qui c'est passé. Les révolutionnaires n'ont pu prendre aucune initiative, 15 jours de grève pour rien et le cortège inévitable des licenciements qui accompagnent toute défaite !

II. Ces deux grèves : cette victoire et cet échec, montrent de façon claire où nous en sommes 5 ans après mai 68. On voit le chemin parcouru, ce que nous avons conquis, et les problèmes qui sont maintenant à résoudre, mais on voit aussi dans quelle voie il faut s'engager pour les résoudre.

que s'est il passé au 12 ?

Tout le monde dans l'usine disait : aux presses, c'était bien, ils ont dirigé leur grève eux-mêmes. Mais diriger leur grève eux-mêmes, ça veut dire quoi ?

D'abord, ils ont imposé la démocratie prolétarienne, c'est-à-dire la lutte incessante des idées, la discussion collective de toutes les questions soulevées par la lutte. Seule cette démocratie là permet une unité solide et un esprit offensif, ça n'a rien à voir avec la démocratie de la CGT qui consiste à rassembler une AG, à informer en vitesse et à moitié de la situation et à demander de voter tout de suite (souvent à bulletin secret) sans discussion préalable.

Mais cela ne s'est pas fait tout seul ! quand la CGT a voulu faire reprendre, s'il n'y avait pas eu un petit groupe d'ouvriers révolutionnaires pour mettre en question le résultat des négociations, pour lancer des discussions sur ce qu'on avait véritablement obtenu, pour convoquer l'AG du lendemain, s'ils n'avaient pas fait cela, le travail aurait peut être repris et on se serait aperçu trop tard qu'on avait été trompés.

La démocratie véritable doit être dirigée ! diriger, au sens maoïste, ça ne veut pas dire penser à la place des autres et commander, comme fait la CGT et les faux révolutionnaires. Diriger, cela veut dire : enquêter, demander et écouter l'avis de tous, donner son propre avis, provoquer des discussions collectives, prévoir les questions importantes et les poser à temps, distinguer le vrai du faux en s'appuyant sur la théorie, sur l'expérience du mouvement révolutionnaire condensé dans une ligne politique et convaincre.

Mais la grève du 12 montre aussi les limites actuelles des révolutionnaires dans l'usine. On a vu que des questions importantes, comme celle du paiement du lock-out n'ont pas été discutées au 12. La coupure que le patron a voulu faire entre les grévistes du 12 et le reste de l'usine a réussi.

Il n'y a pas eu de direction révolutionnaire capable de mettre en discussion et de nous faire avancer sur les problèmes d'ensemble posés par le lock-out et la riposte qu'il fallait lui opposer.

Le résultat, c'est que la grève massive qui a suivi a été entièrement sous direction CGT et a échoué.

Or, cela ne va pas manquer de se reproduire. Face à une grève d'atelier dirigée par des ouvriers révolutionnaires, la direction essaiera toujours d'élargir le cadre de la bagarre à toute l'usine ; là, elle sait bien que la lutte va renasser sous direction syndicale et qu'elle pourra négocier tranquillement les habituelles augmentations hiérarchisées ou la refonte partielle de la grille des salaires.

Voilà où on en est 5 ans après Mai 68.

Du point de vue de l'ensemble des ouvriers, des idées justes ont fait de grands progrès.

- Les immigrés comme les français ont le droit de lutter contre leurs patrons ; et s'ils sont ici, c'est bien à cause de la bourgeoisie impérialiste

- Des revendications de classe, comme "A travail égal, Salaire égal" et d'autres revendications anti-hiérarchiques sont apparues et ont été imposées malgré les syndicats.

- La grande majorité des ouvriers considèrent que les syndicats ne défendent pas leurs intérêts de classe, mais plutôt ceux du patron. Néanmoins, ils pensent qu'on ne peut pas encore s'en passer et ne voient pas par quoi les remplacer, en particulier pour négocier, en conséquence, ils pensent que ce qu'il faut, c'est se mettre bien d'accord sur une action et ensuite contrôler les syndicats, les forcer à marcher droit.

De nombreux ouvriers savent maintenant que ceci n'est pas possible sans une direction révolutionnaire entièrement extérieure aux syndicats.

De ce point de vue là, du point de vue de l'organisation, on avait depuis 68 des rassemblements assez hétéroclites d'ouvriers révolutionnaires qui avançaient certaines idées justes, en particulier sur la démocratie et des formes de lutte offensive, mais qui dans le fond étaient assez coupés des masses. On est passé à des groupes d'ouvriers révolutionnaires qui sont capables de faire vivre la démocratie dans leur atelier, et de diriger des luttes parce qu'ils sont reconnus comme de véritables dirigeants ouvriers.

Nous avons compris qu'il n'y avait pas de démocratie sans direction, et nous avons avancé sur ce que devait être ces directions. Mais nous n'avons pas encore su construire une direction révolutionnaire au niveau de l'usine. C'est bien là le problème.

On voit qu'il ne s'agit pas de créer un rassemblement démocratique apolitique au niveau de toute l'usine, comme le veut la C.D.P., avec son comité de lutte. L'expérience des ateliers montre que quand il y a une direction juste, les formes de rassemblements démocratiques se créent suivant les besoins (comités de grève, AG régulières) Il est clair par ailleurs qu'une organisation d'ouvriers révolutionnaires ne saurait être apolitique.

La force de la CGT, c'est qu'elle fait de la politique. Elle a un programme revendicatif, une stratégie d'ensemble, bref une réponse à tout. Ce programme n'est pas celui des ouvriers les ouvriers doivent donc élaborer le leur.

C'est là une tâche fondamentale des révolutionnaires : animer la démocratie de masse pour que s'élabore un programme de lutte, d'abord au niveau de chaque atelier, comme ça s'est fait au 12. En même temps, s'atteler à résoudre les contradictions entre ateliers.

Il est par ailleurs inconcevable que les ouvriers révolutionnaires, n'aient pas un point de vue sur tout.

Nous n'avons pas de tiroir dans la tête avec un seul ouvert en même temps à l'usine celui du travail dans l'usine. A l'usine on parle aussi du racisme, du logement, de l'impérialisme, des luttes des autres couches ; les jeunes, les commerçants. Les ouvriers révolutionnaires doivent se former ensemble des idées claires là-dessus, animer les discussions, être attentifs à proposer des formes d'action et d'organisation qui partent de l'usine sur toutes les questions.

Voilà comment se pose aujourd'hui, de façon vivante et concrète la question du parti dans l'usine. Pour les Communistes, remettre la question du Parti à la gauche ouvrière et populaire, c'est être attentif à comprendre la façon dont se pose actuellement cette question, dans ses formes les plus avancées ; c'est systématiser avec les ouvriers révolutionnaires toutes ces questions et élaborer les directives et les éléments de programme qui ont valeur d'ensemble.

Directeur de
publication:
DE PANNAFIEU
Imprimerie LIRE
16 rue Sainte Marseille

On a déjà vu des grèves longues. Mais à Lip, les ouvriers ne se sont pas contentés de tenir bon : face à l'ennemi, ils inventent sans cesse, ils reprennent l'initiative.

Pour mieux discuter de la lutte, sans rien perdre, ils ralentissent la production. Pour mettre tout le monde dans le coup, ils organisent une campagne d'affiches dans les ateliers (Avril - Mai).

Pour obliger l'ennemi à dévoiler ses plans, ils le séquestrent (12 juin). Soutenus par les habitants des H.L.M. voisins, ils reçoivent chaudement les flics venus "libérer" les administrateurs. Ils ont perdu leurs otages ? Ils se constituent un trésor de guerre et mettent les stocks à l'abri.

On veut les avoir à l'usure ? Ils produisent à leur compte. Ils assurent ainsi une popularisation extraordinaire, et ne dépendent que d'eux-mêmes pour le soutien financier de la grève (18 juin).

Ils se paient (3 août).

La popularisation de la lutte n'est plus le monopole des gauchistes groupés en comité de soutien. Les ouvriers eux-mêmes prennent en main une campagne d'explication et de propagande de toujours plus large, organisent des meetings dans toute la France, donnent la parole aux autres ouvriers en lutte : manifestation à Besançon 5000 personnes le 24 mai, 12000 le 12 juin, 100 000 personnes le 29 septembre (entretemps les flics ont réoccupé l'usine, sans résistance importante, malgré la mobilisation d'ouvriers d'autres usines, le 14 août).

La gauche ouvrière persuade les masses de briser le mur dressé depuis toujours par les syndicats et le reste du monde, l'usine se transforme en maison de verre, forum permanent, ouvert à tous, révolutionnaires, sympathisants de la lutte (fin juin).

Le secret des négociations est brisé.

Lip

Le 12 octobre, rupture définitive des négociations ; après mûre discussion, les ouvriers rejettent le plan Giraud.

L'initiative, l'imagination, l'audace, tout cela est devenu possible grâce à la démocratie ouvrière. A Lip, les délégués acceptent la force des Assemblées générales. La parole et l'initiative ouvrière sont libérées.

Alors qu'est-ce que cela veut dire ? Lip, est-ce que cela signifie la réconciliation de la gauche révolutionnaire du mouvement de masse et des syndicalistes de gauche ?

Depuis 68 la gauche ouvrière pour défendre les luttes, entrainé en contradiction aigüe avec les syndicats qui réprimaient systématiquement le mouvement de masse, brandissaient les lois de la bourgeoisie pour détruire sa force, isolaient les ouvriers, les conduisaient à la capitulation et à la collaboration de classe. La CFDT, plus ouverte en apparence, finissait toujours pour les questions essentielles, par s'accorder avec la CGT et développer des pratiques identiques. Au moment des négociations, les syndicats reprenaient tout en main et imposaient leur loi.

Face à cela, la gauche ouvrière mettait en avant la démocratie de masse, l'offensivité (piquets, séquestrations) l'organisation d'un soutien populaire en dehors des appareils syndicaux - forme spontanée de l'idée du camp du peuple que les gauchistes instrumentaient à leur profit dans les "comités de soutien".

Lip semble-t-il, c'est différent ; ne voit-on pas les syndicalistes de gauche et les ouvriers les plus révolutionnaires se réconcilier, réussir ainsi à rallier, neutraliser ou isoler la CGT par la pratique de la démocratie de masse ?

Cette caractéristique se matérialise dans le C.A. Le C.A. n'est plus "antisindical", à la différence de tous comités d'action, de lutte, de base d'après 68.

Mais la démocratie, est-ce que ça suffit ?

quelle est la signification révolutionnaire de tout cela ?

Pour les marxistes-léninistes en toute situation cette question veut dire : qu'est-ce que Lip nous apprend sur : comment on doit se battre, sur quoi on doit se battre.

Certaines initiatives prises par les ouvriers de Lip présentent un double caractère : - elles ont une valeur symbolique, elles montrent l'image d'une transformation sans la réaliser vraiment.

- elles ont une signification dans la constitution du rapport de force réel.

La remise en route des chaînes a cette double signification. Du point de vue du rapport de forces réel, elle constitue un moyen remarquable d'assurer les finances de la grève en comptant sur soi-même, et d'organiser le soutien. Elle matérialise en même temps l'occupation et le refus des licenciements et du démantèlement.

Symboliquement, elle affirme que l'usine appartient de droit aux travailleurs qu'ils sont capables de diriger eux-mêmes la production ; de détruire la division capitaliste entre dirigeants et exécutants, entre intellectuels et manuels ; capables d'organiser de nouveaux rapports sociaux, de soumettre la production aux besoins et non au profit.

Symboliquement, les Lip ont pris le pouvoir dans l'usine et détruit l'usine capitaliste. Cela se résume dans les deux slogans : "C'est possible, on fabrique, on vend, on se paie" ; "L'usine trouve où sont les ouvriers".

Mais avancer sur la question du pouvoir du point de vue de la lutte de classe réelle, c'est tout autre chose : c'est construire la force du peuple contre son ennemi, c'est-à-dire y compris contre la forme concentrée de son pouvoir ; sa police ; son armée.

Il n'y a donc pas eu constitution d'un pouvoir nouveau ; la prise de l'usine - en l'absence du patron - n'est que temporaire ; elle est un élément dans le rapport de force, dans ce cas bien plus approprié que la simple grève.

Confondre le niveau des images et le niveau réel, c'est la clé de toutes les systématisations mystificatrices - les autogestionnaires, et d'autres qui se voudraient plus révolutionnaires.

La portée idéologique de ces initiatives, leurs impacts ne doivent pas être sous-estimés. Mais la signification révolutionnaire principale d'une lutte ne se joue pas là : elle s'éprouve dans le rapport de forces réel. Toute véritable prise de conscience révolutionnaire se traduit matériellement,

par une force nouvelle, elle existe dans la pratique.

Trois questions peuvent nous guider ?
- en quoi consiste la force des ouvriers,
- sur quoi compter pour accroître sa force ?

- quelle conception de l'affrontement de classes a été pratiquée ?
Les réponses données à ces questions à Lip, nous les trouvons à la fois dans ce qui a été fait et dans les déclarations de Piaget et les membres du C.A.

en quoi consiste la force des ouvriers ?

1) L'unité : Piaget : "Notre force, c'est notre cohérence contre l'adversaire." Or il y a deux conceptions de l'unité ouvrière :
- l'unité syndicale,
- l'unité révolutionnaire par la lutte entre les deux voies.

L'unité syndicale, c'est l'idée que les ouvriers ne peuvent rien sans les syndicats. Ceux-ci, au sommet décident en fonction de leur stratégie d'ensemble. Pour maintenir cette unité, il faut comme l'analyse très bien Piaget, taire les divergences, étouffer le débat. C'est donc forcément l'unité derrière les positions les moins offensives. Cette prétendue unité, c'est le meilleur argument de la C.G.T. pour imposer ses conceptions, pour interdire aux ouvriers de réfléchir et de diriger leurs propres luttes - pour les désarmer.

Ce qui a été fait à Lip ne se réduit pas à cette conception : dans la première période les ateliers les plus combattifs ont mené une véritable lutte prolongée pour entraîner les autres dans le combat : campagnes d'affiches, discussions quotidiennes. Quand l'unité est un résultat, c'est une unification véritable. Dans ces conditions, l'unité, c'est bien une force, une arme pour les travailleurs, et non pas le plus puissant des freins.

Que les différents avis s'expriment que le débat ait lieu réellement , en prenant le temps qu'il faut , c'est la condition d'une unité véritable.

Cela n'a pas été toujours le cas à Lip : par exemple quand un membre de la délégation qui était allé à Renault a voulu dénoncer le fait que la C.G.T. les avait proprement empêchés de rencontrer les ouvriers , Piaget lui-même a étouffé le débat au nom de l'unité.

L'unité n'existe que par la démocratie . Il y a eu à Lip une pratique offensive de la démocratie , qui est l'essentiel de ce que le C.A. a apporté dans la lutte : par exemple rendre partie prenante non seulement de la discussion mais de l'organisation concrète de la lutte , le maximum de gens en les organisant dans les commissions en les transformant en propagandistes de la lutte dans toute la région et dans toute la France.

La démocratie cela voulait dire aussi autre chose , et c'est ce que le C.A. a imposé de plus important : briser le secret des négociations ; contrôler les négociations ; c'est empêcher que le centre de décision se déplace et se retrouve au niveau des confédérations syndicales et des partis , c'est affirmer la volonté des ouvriers de contrôler leur lutte jusqu'au bout.

2) La force des ouvriers pour les Lip, c'est aussi leur bon droit. Leur bon droit les ouvriers de Lip en ont donné une définition audacieuse : on a le droit de savoir , et donc on prend les moyens d'obliger les patrons à dévoiler leurs plans , au besoin on les séquestre. On a le droit de prendre des gages : en confisquant le trésor de guerre, ils inventent une arme nouvelle aux mains des ouvriers . On a le droit de se payer sur le fruit de la vente des montres . Tout cela les ouvriers l'ont fait sans que leurs ennemis réussissent à persuader quiconque qu'ils étaient des voleurs.

On rejoint sur ce point la question : sur quoi compter pour accroître sa force. La CGT depuis 68 cherche systématiquement à refermer les ouvriers

sur eux-mêmes , à fermer l'usine . De cette façon, le seul arrière de la lutte sont les syndicats eux-mêmes . Ce monopole des liens avec l'extérieur est une condition déterminante de leur pouvoir discrétionnaire. Depuis que les étudiants en masse ont buté en 68 contre les portes de Renault, les révolutionnaires ont tenté de briser ce mur dressé par la CGT.

A Lip le C.A. appuyé par la CFDT a fait triompher une autre voie: l'usine devient une maison de verre ouverte à tous : les ouvriers prennent en main eux-mêmes une popularisation directe , aux quatre coins de la France et organisent ainsi un vaste soutien populaire qui culmine dans la marche des 100 000 le 29 septembre.

Mais suffit-il de populariser pour créer une force nouvelle ? L'unité à Lip, ce n'était plus l'unité syndicale ; mais était-ce l'unité révolutionnaire?

malgré tout cela, la lutte de LIP est aujourd'hui dans une situation extrêmement difficile :

Dès le mois de juillet la question était présente dans la conscience des masses : que faire si les flics tentent de reprendre l'usine . Une semaine au moins avant l'intervention , quand les ouvriers ont refusé la pose des scellés il était clair pour tous que la venue des flics était imminente. Est-ce que l'unité s'est faite là-dessus.

Il y avait de nombreux ouvriers dans le C.A. et en dehors qui se posaient la question et qui avaient pris des initiatives pour organiser la défense de l'usine. Ces ouvriers pensaient que l'usine c'était leur base, c'était aussi leur principal trésor de guerre. Empêcher les flics de la reprendre était une question vitale. Or cette question n'a jamais été discutée en AG. Sur cette question centrale, plus trace de démocratie de masse.

L'usine n'a pas été défendue. Par contre qu'a fait la direction de la lutte à Lip ?

1) Pour satisfaire les aspirations des masses elle a dès le début, parlé d'un plan de bataille : ne vous en faites pas, tout est prêt , y compris le soutien des autres boîtes de la ville. Ce plan était tellement secret que personne ne d'autre que les délégués ne le connaissait - ce qui permet de voir quelles chances les ouvriers avaient de pouvoir le mettre en oeuvre.

2) Elle a réprimé ceux qui voulaient réellement poer le problème.

3) Elle a avant tout développé la théorie : notre force c'est notre bon droit et le soutien de l'opinion publique. Le gouvernement n'osera jamais envoyer les flics.

4) Elle a également entretenu le défaitisme : de toute façon face aux flics, on ne pourrait rien faire.

5) Au moment de l'intervention de nombreux détachements ouvriers venus d'autres boîtes sont montés à Palente . On leur a dit : venez voir ce que les flics ont osé faire ; eux disaient : pour voir les flics , on n'avait pas besoin de venir . A propos des affrontements restreints qui ont tout de même eu lieu, on a développé successivement l'idée : c'étaient des voyous, puis l'idée : ce sont d'innocentes victimes qui venaient se promener par là.

6) Après l'intervention, Piaget dit : " Cette victoire militaire de l'ennemi sera une défaite politique; nous avons déjoué le piège, notre terrain de lutte c'est la popularisation , de toute façon, la véritable usine, c'est là où sont les ouvriers.

La question de la prise de l'usine posait clairement la question de la nature véritable de l'ennemi , et donc aussi celle de la nature véritable qu'il faut lui opposer. Elle obligeait clairement à choisir entre la voie révisionniste et la voie révolutionnaire.

C'est ici qu'on voit que la démocratie n'existe pas toute seule : elle dépend de la direction . Un mouvement a toujours une direction , et il est bien clair qu'à Lip aussi le mouvement était dirigé.

Le propre d'une direction, c'est d'organiser les masses . Ce qui la caractérise c'est finalement : en vue de quoi elle les organise , dans quelle voie elle les engage par rapport à la question du pouvoir.

L'organisation révisionniste est parfaitement cohérente avec sa finalité . Si elle combat la démocratie , ce n'est pas seulement qu'elle est bureaucratique , c'est parce qu'elle combat la révolution.

La direction de Lip aussi avait une conception d'ensemble ; compter seulement sur l'opinion publique, même s'il s'agit de l'opinion populaire, refuser et réprimer la violence populaire, c'est nier la réalité fondamentale du rapport de forces entre le prolétariat et la bourgeoisie , c'est nier le caractère antagonique de la contradiction qui les oppose, c'est nier le caractère radical de la lutte de classes c'est tromper les masses et les désarmer.

LA SEULE ALTERNATIVE FACE À CELA EXIGE UNE AUTRE PERSPECTIVE D'ENSEMBLE :

construire la force révolutionnaire du prolétariat et du peuple, pas seulement dans cette lutte, mais pour la lutte prolongée.

Imposer la participation des masses à la discussion, aux décisions , contrôler les négociations , organiser un grand rassemblement de soutien, tout cela ne permet pas d'opposer au plan syndical un autre plan, une autre stratégie , cela ne permet pas de constituer une force véritablement nouvelle.

Ce qui manque c'est une autre conception d'ensemble de la lutte, et donc la conscience de construire une force populaire différente. Sans alternative véritable , ignorant le fond de ce qui oppose le mouvement de masse aux syndicats, la direction de la lutte a fait des concessions sans rien y gagner pour se retrouver poignardé par la CGT abandonnée par la CFDT, et maintenir à la fin des positions radicales sans s'être donné les moyens de les défendre.

C'est par rapport à la question du pouvoir que la démocratie de masse elle-même prend son vrai sens : une direction qui pratique la démocratie de masse jusqu'au bout , ce n'est pas une direction qui les consulte , ni même qui les laisse s'exprimer et qui suit leurs idées les plus avancées : c'est une direction qui permet au prolétariat de construire son autonomie révolutionnaire , de s'emparer de sa force dirigeante transformatrice de l'histoire.

Ce point de vue, le point de vue de classe , permet aussi d'aller plus loin que Piaget sur la question de l'unité : ce qui se joue dans les "divergences" c'est justement la lutte entre les deux voies , la voie de droite et la voie prolétarienne sur toutes les questions de la lutte. Construire l'unité révolutionnaire, c'est construire l'unité autour des positions qui expriment le mieux le point de vue de classe, de l'intérêt et de l'unité de tout le prolétariat contre la bourgeoisie ; c'est constituer la direction prolétarienne.

La question du soutien montre aussi la tâche d'une direction révolutionnaire . Concernant le soutien, l'élargissement du rapport de forces , comme sur les autres questions, la direction de Lip s'est opposée en partie à la voie révisionniste (la CGT), mais sans choisir vraiment , sans constituer autre chose : opposer seulement au cloisonnement syndical un grand rassemblement démocratique , voire une fédération de luttes, sans organisation, sans direction , c'est ne construire aucune force nouvelle : on l'a bien vu le 29 septembre : cette grande démonstration tolérée et même assez bien récupérée par les confédérations n'a rien changé.

La seule alternative véritable, c'est : édifier le camp du peuple, organiser la force combattante du peuple sous direction prolétarienne, non seulement dans l'usine, mais aussi autour d'elle, dans les quartiers, auprès des jeunes.

Il ne s'agit pas là d'une idée abstraite : c'est bien elle que portent toutes les initiatives populaires visant à établir des liens directs entre les usines, entre les usines, les quartiers, les écoles.

A Besançon, cette possibilité a existé très concrètement dans le mouvement de masse : lorsque, à chaque intervention des flics de nombreux ouvriers de l'extérieur se mobilisaient et s'organisaient pour prêter main-forte dans l'affrontement, ce qui se dessinait, c'était la constitution du camp du peuple par le ralliement à la violence révolutionnaire. La violence à ce moment n'est plus ce qui divise, mais c'est ce qui unit. Le rôle d'une direction révolutionnaire aurait été de donner toute sa réalité à cet embryon. Le rôle de la direction syndicaliste a été de le réprimer par tous les moyens.

A Lip on est allé aussi loin qu'on peut aller sans choisir vraiment entre la voie révisionniste et la voie révolutionnaire.

Pour aller plus loin, il ne suffit plus d'avoir pour perspective; en leur imposant la démocratie, en les contrôlant, contraindre les syndicats à mener cette lutte jusqu'au bout. Il faut avoir la perspective de construire la force révolutionnaire du peuple, la force dirigeante du prolétariat non seulement pour cette lutte, mais pour toutes les luttes, non seulement dans l'usine mais aussi hors d'elle. A la perspective d'ensemble des syndicats il faut opposer une autre perspective d'ensemble : face à la direction syndicale, il faut construire une autre direction. Dans ce cadre là le problème des rapports même avec les syndicalistes de gauche se pose en termes de Front Uni. Mais cela suppose que les ouvriers révolutionnaires constituent

dès le début un pôle dirigeant autonome, qui se fasse reconnaître comme tel par les masses, même s'il fait alliance avec les dirigeants syndicaux.

Si tel est le problème qui s'est posé à Lip, on comprend que le C.A. se soit aujourd'hui presque entièrement résorbé dans la section CFDT.

Les ouvriers avancés du C.A. ne se sont jamais posés en dirigeants; ils n'avaient pas de projet dirigeant, d'en semble fondamentalement différent de celui de la CFDT. Ils ont constitué un pôle d'initiatives et de discussions démocratiques, mais toutes les interventions en AG étaient faites par les délégués, et le C.A. n'avait pas le souci d'organiser les larges masses. Conscient de l'importance de la question de la défense de l'usine, il n'a pas imposé que les masses en soient saisies - et certains de ses membres expliquent aujourd'hui ainsi sa perte de crédit.

Faudrait-il alors comme ceux dans le mouvement révolutionnaire qui sont toujours à l'affût d'un nouveau gadget lancer comme mot d'ordre: "Partout comme à Lip!" ? C'est proposer au mouvement de masse de rester dans ses impasses actuelles. C'est nier la nécessité du parti, même si c'est sous prétexte de le renvoyer à une étape ultérieure. Il ne suffit pas de multiplier et d'aditionner les Lip pour franchir une étape nouvelle, celle précisément que le mouvement de masse désigne comme urgente, forme actuelle de l'édification du Parti : la constitution de directions ouvrières révolutionnaires autonomes travaillant à l'édification du camp du peuple. Ces directions ne sont pas seulement un besoin, elles commencent à exister - par exemple à Renault.

Piaget présente la lutte de Besançon comme la capitalisation par les ouvriers des idées de Mai. Mais le mouvement de masse a progressé. Ce qu'il appelle, ce n'est plus seulement la démocratie, c'est une direction, c'est la constitution du camp du peuple.

Les démarcations se font aujourd'hui sur les questions fondamentales, les questions d'ensemble.

La progression du mouvement de masse spontané ne réduit pas l'écart entre ce mouvement et les tâches des militants marxistes-léninistes, bien au contraire. Pour que le Parti s'édifie, pour que les directions ouvrières existent, il est aujourd'hui vital que les militants révolutionnaires leur permettent de s'emparer de leurs tâches, du point de vue d'ensemble.

CHILI (suite dernière page)

Quand on parle du Chili, faut-il simplement comme certains révolutionnaires en France se contenter de faire de grands discours sur l'armement du peuple pour finalement rejoindre le cortège des pleureuses, sans jamais chercher à poser le problème sur cette question ?

Que l'impérialisme américain soit criminel, que l'armée soit criminelle, on le sait bien ! alors pourquoi les faux communistes du P"o"F et les réformistes du L"o" se contentent de duper les masses populaires, faire oublier que vaincre la bourgeoisie en France posera les mêmes problèmes que ceux qu'a rencontrés le peuple chilien, faire oublier que leur politique conduit le peuple désarmé (par leur faute !) à la guerre civile et à la défaite. **car le Programme Commun,**

de deux choses l'une :

- ou bien c'est de la poudre aux yeux pour tromper les masses ouvrières et populaires, et en fait, les Marchais, Mitterrand sont bien décidés une fois au pouvoir à capituler sans condition à la première intimidation des bourgeois, des réactionnaires de toutes sortes. Et nous pensons que telle est bien la vocation des Marchais, Mitterrand à surber l'échine, se vendre en douceur. Et à ce moment-là, il faut le dire aux masses populaires, leur dire qu'il s'agit d'un vague programme réformiste bourgeois qui ne changera

- ou bien les Marchais, Mitterrand sont contraints de répondre aux espoirs que certaines revendications du Programme commun ont soulevé dans les masses ouvrières et populaires. Pour cela, ils font quelques petites choses désagréables pour la bourgeoisie impérialiste. Voyant cela, les masses en font d'autres mêmes davantage encore, fidèles à leur invention, à leur énergie, à leur haine de classe. Et alors, c'est inévitablement la contre-révolution qui se déclare :

- le chaos économique organisé par le patronat, ce qui se traduisait au Chili par les grèves des propriétaires de camions pour empêcher la distribution des marchandises, le sabotage de la production dans les mines, etc ..

- les manifestations des bourgeois des groupes d'extrême-droite, les provocations, les attentats, etc - la police au service de la bourgeoisie, puis le putsch militaire : l'armée rétablit "l'ordre", l'ordre bourgeois ! ce moment, c'est celui où commence la véritable lutte pour le pouvoir, celle qui oppose depuis toujours le peuple à ses exploités, lutte qui est sans aucune exception une guerre à mort.

Voilà ce que nous avons à dire. Comment, à la lumière de l'exemple chilien, le programme commun (dont on sait qu'il est au fond une politique et un programme de collaboration de classes) peut-être aussi une politique conduisant à la défaite, c'est-à-dire une politique aventuriste. **«sans armée populaire, le peuple n'a rien» Mao.**

L'Unité Populaire au Chili ne prévoyait pas l'armement du peuple : pire, une loi sur le contrôle des armes.

a permis à l'armée de perquisitionner dans les usines, dans les logements des ouvriers, de démunir le peuple des quelques armes qu'il possédait.

Mais armer le peuple n'est pas simplement une question militaire, une décision que n'importe quel gouvernement de "gauche" pourrait prendre. C'est une question de ligne politique. Mobiliser les masses, ce n'est pas seulement organiser de vastes rassemblements comme le faisait de temps en temps l'Unité Populaire au Chili, c'est prendre appui sur les masses populaires.

- en faisant appel à elles pour orienter et organiser le processus révolutionnaire dans les usines, dans les quartiers, à la campagne où se constitue le programme populaire de la révolution,

- en faisant appel à elles pour mettre sur pied l'armée populaire, la milice ouvrière pour pouvoir briser l'armée et la police bourgeoises par la force, pour briser et liquider la contre-révolution. **Nécessité d'un véritable**

parti communiste révolutionnaire

C'est pour cela qu'un véritable parti communiste révolutionnaire est nécessaire. La démocratie pour le peuple, la dictature sur la bourgeoisie, seul un parti communiste révolutionnaire permet de l'exercer. Seul un parti communiste révolutionnaire qui se préoccupe d'abattre la bourgeoisie par les armes en construisant l'armée populaire. C'est très simple, si nous voulons abattre la bourgeoisie, un vrai parti communiste est nécessaire!

PLEURER SUR LE CHILI, OU EN TENIR COMPTE POUR LA REVOLUTION EN FRANCE?

L'expérience tragique du Chili a remis à l'ordre du jour les questions du socialisme au sein des masses populaires. Dans les usines, les quartiers, populaires, dans les masses de la jeunesse, tout le monde en a parlé, cherchant, discutant sur les causes historiques de cet échec pour en tirer des leçons définitives.

Et l'Union Populaire, quelle a été sa position ? Au lieu de tirer les leçons de ce désastre populaire, d'en chercher les causes profondes, elle a d'abord Marchais, Mitterand en tête, poussé son refrain favori sur les "gauchistes provocateurs, agents de la bourgeoisie", puis voyant qu'elle ne s'en tirerait pas à si bon compte a vite abandonné ce terrain glissant pour se replier sur l'exploitation des morts chiliens, rejoignant l'internationale des pleureuses qui n'ont pas manqué de se faire entendre. Elle ne pouvait pas rallier les masses sur un succès populaire autant les rallier sur un échec au nom de l'internationalisme !

Ont-ils vraiment agi, dans cette affaire, en internationalistes : mobilisant la classe ouvrière et le peuple de France pour prouver la solidarité révolutionnaire de tous les peuples du monde envers le peuple chiliens, tout en essayant de savoir pour quoi ça s'était passé comme ça et appliquer ces enseignements à la situation en France ? Sûrement pas ! En se servant honteusement des morts chiliens, ils ont tout fait pour que les questions de fond n'apparaissent pas et pour faire oublier la frappante ressemblance entre l'Unité Populaire du Chili et l'Union Populaire en France.

Cette ressemblance, Marchais et Mitterand eux-mêmes l'ont proclamée pas principalement en glorifiant le "modèle chilien", mais surtout en disant que, comme au Chili, on pouvait arriver au socialisme par la voie pacifique. Ils ont pour cela un "programme commun de gouvernement". Cette ressemblance est surtout basée sur "le passage pacifique au socialisme".

ECHEC DE LA THEORIE DU PASSAGE PACIFIQUE AU SOCIALISME

La théorie du passage pacifique au socialisme est une théorie née en 1956 au XXe Congrès du PCUS (Parti Communiste de l'Union Soviétique) qui prétend que maintenant, les capitalistes et les états bourgeois ne sont plus vraiment des ennemis de la classe ouvrière, que la révolution n'est plus nécessaire pour que le peuple prenne le pouvoir, que cela peut être fait légalement, par les élections, simplement au moyen d'un gouvernement d'Union Populaire qui respecterait les règles de la "démocratie"

DEUX DEMOCRATIES : CELLE DU PEUPLE, CELLE DE LA BOURGEOISIE.

Ce qui s'est passé au Chili, c'est que le peuple, lui a appliqué sa démocratie pour le peuple, c'est de reprendre ce qu'on lui a volé tandis que le gouvernement de l'Unité Populaire respectait la démocratie de la bourgeoisie, c'est-à-dire l'Etat bourgeois, appareil spécial de répression sur la classe ouvrière (police, tribunaux, armée, école).

La démocratie du peuple chilien consistait à déborder les minuscules réformes accordées pour expulser les patrons qui les volent et les oppriment dans les usines, à s'organiser en milices pour répliquer aux fascistes qui se déchainaient, à s'organiser dans les bidonvilles pour de meilleurs logements, à conquérir la terre accaparée par les grands propriétaires aux dépens des paysans tandis que la démocratie de la bourgeoisie marche tant que marchent les bénéficiaires, tant que le peuple ne se montre pas trop dangereux pour ses immenses fortunes. Une fois tout cela mis en cause par le peuple, la bourgeoisie montre son véritable visage réactionnaire et fasciste.

la politique de l'unité populaire

Une fois au pouvoir, le travail de la direction de l'Unité Populaire au Chili a-t-il été de détruire l'Etat bourgeois pour le remplacer par celui du peuple, d'écraser la résistance de la bourgeoisie en dissolvant son armée et en créant l'armée du peuple, de remettre les usines aux mains de la classe ouvrière, d'organiser les paysans pour qu'ils prennent eux-mêmes en mains la réforme agraire ?

Rien de tout cela n'a été fait.

Les politicards véreux de l'Unité Populaire ont passé leur temps à rassurer la bourgeoisie, face à la mobilisation des masses ouvrières et paysannes qui pendant ce temps se sont emparées ici et là des usines, des terres ont créé leurs propres milices, tribunaux populaires, etc .. Jamais le gouvernement d'Unité Populaire ne s'est donné les moyens de sa politique, c'est à-dire de briser la contre-révolution bourgeoise et fasciste, pour protéger les réformes qu'il proposait lui-même dans son programme, encore moins pour protéger les conquêtes du peuple.

le PS et le PC Chiliens, Allende, sont-ils des victimes ?

Ce sont surtout des opportunistes et des irresponsables, ce ne sont pas des innocents, ce sont eux et leur politique qui ont livré les masses chiliennes au massacre. Ils en sont en définitive responsables.

CE QUI S'EST PASSE AU CHILI CONCERNE LA FRANCE.

Pourquoi ? Parce que la bourgeoisie ne respecte pas ses lois tant qu'elles sont à son service, parce que jamais la bourgeoisie n'hésitera à prendre les armes si ses intérêts sont réellement menacés, comme lors de la Commune de Paris (1871).